

des entreprises américaines, n'en demandons pas moins à l'égard de nos propres lois et politiques.

Nous reconnaissons qu'une meilleure compréhension est essentielle à des progrès dans le domaine de l'investissement étranger. Et nombre d'aspects du problème exigent beaucoup d'études. Il faut que la communauté internationale comprenne mieux les stimulants à l'investissement, surtout à un moment où les nations se livrent une telle concurrence pour attirer de nouveaux investissements. Nous devons nous efforcer de réduire les coûts de la course aux stimulants offerts aux transnationales, tout en oeuvrant à une répartition plus équitable des ressources financières du monde. Le Canada endosse le travail de la Banque mondiale et de l'OCDE dans ce domaine.

En terminant, Monsieur le Président, j'aimerais insister sur le fait que, pour le Canada, l'élaboration d'un bon régime international pour l'investissement direct est une partie essentielle du développement économique et du défi Nord-Sud. Nous croyons que l'objectif premier doit être d'assurer que les sociétés transnationales reçoivent la possibilité de contribuer au développement mondial par leur dynamisme à réaliser des profits, et d'assurer que les avantages tirés de leurs activités contribuent à un développement mondial rationnel. Pour y parvenir, nous devons rechercher une coopération internationale équilibrée qui nous permette d'obtenir un climat d'investissement plus positif.

Si nous pouvons produire des règles de conduite et des principes clairs pour les gouvernements d'accueil et d'envoi ainsi que pour les sociétés transnationales, je crois que nous aurons contribué de façon importante à un développement mondial plus rationnel et équilibré.